



Aidspace

Independent observer
of the Global Fund

Pourquoi parlons-nous encore des droits de la femme en 2023 ?

Certaines personnes pourraient penser que l'égalité entre les hommes et les femmes n'est plus un problème dans le monde d'aujourd'hui, que des avancées juridiques ont été réalisées et que nous vivons dans un monde juste où tout le monde a une voix égale. Ce n'est pas le cas.

En prétendant avoir atteint l'équité réelle par l'équité juridique, nous limitons la réalité des femmes à une série de lois et de chartes, comme si elles changeaient magiquement les comportements et les injustices systémiques persistantes. Aujourd'hui encore, nous fermons les yeux et refusons de voir que les femmes sont moins bien payées que les hommes à compétences égales. La plupart des femmes portent encore le double fardeau du travail et des tâches ménagères. Les statistiques montrent que les femmes sont encore très sous-représentées dans les institutions décisionnelles de la société. En fait, plus on monte dans la hiérarchie des institutions (publiques ou privées), moins on a de chances de rencontrer des femmes. Même dans les secteurs de l'éducation et de la santé, où les femmes sont plus susceptibles d'être présentes en grand nombre, il n'y a pas d'exception. La majorité des postes de décision sont occupés par des hommes, surtout en Afrique.

Depuis des décennies et jusqu'à aujourd'hui, les femmes africaines continuent de subir quotidiennement le harcèlement (sexuel, moral, etc.), le sexisme, la misogynie, les agressions sexuelles, les violences basées sur le genre (VBG), les discriminations, etc. Au nom de croyances parfois phalocratiques, des petites filles sont empêchées d'aller à l'école et de s'instruire. Ceux qui dénoncent les violences sexuelles et ceux qui veulent améliorer l'accès à la santé reproductive sont bâillonnés. Dans de nombreux pays, il est interdit aux femmes de s'habiller comme elles le souhaitent, d'occuper les postes qu'elles désirent et

de remettre en question les normes qui leur sont injustement imposées. Celles qui osent s'exprimer ou se dresser contre leur oppression sont critiquées et parfois discriminées par leur communauté. En bref, la violence liée au sexe et la discrimination restent le lot quotidien de nombreuses femmes en Afrique.

Genre et violence

Pour illustrer notre propos, l'ONUSIDA a identifié la violence liée au sexe comme un facteur majeur de risque d'infection par le VIH/sida chez les femmes en Afrique. [Selon l'ONUSIDA](#) les statistiques montrent que cet impact est le plus prononcé en Afrique subsaharienne, où les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) représentaient 25 % des nouvelles infections par le VIH, alors qu'elles ne constituent que 10 % de la population. Les [femmes en général représentaient 63 % des nouvelles infections au VIH dans la région en 2021](#). Pour les organisations internationales, l'élimination de la violence à l'égard des femmes est essentielle dans la lutte contre la propagation des épidémies.

C'est pourquoi les stratégies de prévention du VIH doivent s'attaquer à l'inégalité de pouvoir entre les hommes et les femmes, ainsi qu'aux normes et pratiques qui exposent les femmes à un risque plus élevé de contracter le VIH. Les femmes qui ont été victimes de violence liée au sexe sont jusqu'à trois fois plus susceptibles d'être infectées par le VIH que celles qui ne l'ont pas été. En Afrique précisément, les jeunes femmes sont plus susceptibles de subir des violences physiques ou sexuelles que les femmes plus âgées, généralement de la part d'un partenaire proche ou d'un membre de la famille. En outre, les femmes disent craindre la discrimination, la violence physique et le rejet de leur famille si elles révèlent leur séropositivité.

La violence fondée sur le sexe a été décrite par les Nations unies comme "la violation des droits de l'homme la plus répandue, mais la moins visible dans le monde" et elle touche massivement les femmes africaines. Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a révélé que 65 % des femmes en Afrique centrale et 40 % en Afrique de l'Ouest ont subi des violences. Ces chiffres sont loin de refléter la réalité, selon les organisations de défense des droits des femmes. En effet, la peur de la stigmatisation décourage trop souvent les victimes de dénoncer leur agresseur. Par exemple, au Niger, 99% des victimes de viols ne vont pas en justice, et lorsqu'elles y vont, les peines de prison ne sont pas à la hauteur de la gravité des actes commis contre les femmes, selon une [étude de](#) la Fondation allemande Friedrich-Ebert.

Les mutilations génitales féminines sont toujours monnaie courante

Selon l'OMS, le monde compte aujourd'hui plus de 200 millions de filles et de femmes ayant subi des mutilations génitales féminines (MGF) dans 30 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie [où les MGF sont pratiquées](#). Par exemple, en [Guinée](#), 97% des filles et des femmes ont été mutilées, 90% dans les régions du centre-est du Burkina Faso. Au Sénégal, un quart des femmes de plus de 15 ans ont subi des MGF. Au [Mali](#), ainsi qu'au Libéria et en Sierra Leone, cette proportion atteint 73 % chez les filles de moins de 14 ans et 89 % chez les 15-49 ans.

Si cela arrivait aux hommes, ces questions auraient été abordées depuis longtemps.

Ce que les femmes demandent fondamentalement et sont en droit d'attendre, c'est la fin de ces violences et de ces discriminations ou, pour le dire plus positivement, une égalité des droits effective. Ce n'est pas une journée par an qui mettra fin aux violences et aux discriminations qu'elles subissent ou qui suscitera une sympathie ponctuelle qui améliorera leur condition, mais un engagement ferme à mettre en œuvre une réponse efficace aux obstacles qui entravent l'effectivité de leurs droits. Il est grand temps que les différences naturelles cessent d'être une source d'inégalité systémique.

Pour cela, il faudra supprimer les barrières patriarcales, sexistes, misogynes, historiques, religieuses, culturelles et socio-économiques qui empêchent les femmes africaines de jouir de leurs droits sur un pied d'égalité avec les hommes. En fait, mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles n'est pas seulement une exigence de justice. C'est aussi un moyen de tracer un avenir durable pour le continent africain. De nombreux économistes insistent sur le fait que l'autonomisation des femmes est un facteur de croissance économique et de développement.

À la lumière de ce qui précède, il est facile de voir que les défis sont énormes. S'il est vrai que le chemin vers l'égalité/équité est encore long et semé d'embûches, l'Afrique a le potentiel de devenir un leader mondial en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. L'Afrique a le potentiel de devenir un champion mondial de l'égalité des sexes. Avec un peu de volonté politique, elle peut corriger ces injustices de longue date. Et même si une telle ambition était d'inspiration féministe, elle ne disqualifierait pas l'exigence de justice qu'elle incarne pour les femmes africaines.

J'espère que la Journée internationale des droits de la femme ne sera plus simplement une occasion de plus de boire, manger, danser et faire la fête, ou d'assister à des débats/conférences insipides et sans grand impact, mais une véritable fenêtre d'opportunité et un engagement décisif contre les inégalités de genre qui désavantagent l'Afrique, et en particulier les femmes africaines, et les empêchent d'exploiter pleinement leur potentiel.

[Read More](#)
